

ÉCONOMIE & ENTREPRISES

Bruno Le Maire, ministre de l'Économie et des Finances. À sa gauche, Gabriel Attal, ministre délégué chargé des Comptes publics. Une trajectoire des finances publiques jugée "peu ambitieuse".

Programme de stabilité ou l'éternel grand bluff

Croissance surestimée, inflation sous-estimée, économies et dépenses non documentées... Le dernier programme de stabilité en date présente de nombreux angles morts. Jamais, depuis vingt-cinq ans, les promesses de maîtrise des comptes publics n'ont été tenues. Au risque de décrédibiliser un peu plus encore la France.

Par Josée Pochat et Frédéric Paya

Les promesses n'engagent, dit-on, que ceux qui les reçoivent... et en France, nullement ceux qui les font, certains de bénéficier d'une mansuétude rarement observée ailleurs. Ce sera, sans doute et une fois encore, le cas des rédacteurs du programme de stabilité, qui donne les prévisions de croissance et les trajectoires de finances publiques pour le quinquennat, donc jusqu'en 2027.

Ce document — vous pouvez aussi l'appeler "Pstab" pour avoir l'air branché —, présenté fin juillet, a été établi par la direction générale du Trésor. Et relu à l'Élysée. Il aurait dû être présenté avant le 30 avril, mais le tunnel électoral français en a retardé la publication. « Ce n'est ni vraiment légal ni vraiment sérieux », considère Agnès Verdier-Molinié, directrice de la Fondation iFrap. *Les documents n'ont été disponibles qu'aux alentours du 20 juillet et encore, nous n'avons pas tout eu à cette date; c'est inadmissible vis-à-vis des citoyens, du Parlement français, de la Commission européenne, surtout dans la période que nous traversons et ce, d'autant plus que la France présidait alors l'Union européenne.* »

Malgré un contexte économique lourd (guerre en Ukraine, récession aux États-Unis, crise politique en Italie, etc.), le bonheur gouvernemental réside dans les chiffres produits: « Cette trajectoire traduit l'objectif de retour à des comptes publics normalisés une fois la crise sanitaire passée: le déficit public reviendrait sous le seuil de 3 % à l'horizon 2027 », peut-on lire. « Nous réaffirmons le sérieux budgétaire de la France », résume Bruno Le Maire, ministre de l'Économie, des Finances et de la Souveraineté industrielle et numérique, pour qui « le redressement des comptes publics fait partie des priorités de notre majorité ». Une fois la lecture

de ce texte terminée, on hésite entre un vibrant cocorico et un "demain, on rase gratis".

Le Pstab a reçu un accueil plutôt mitigé, doux euphémisme. Le 2 août, ses détails — il sera envoyé à la mi-août à Bruxelles qui fera ensuite ses recommandations à la France, à moins que la Commission européenne ne décide purement et simplement de le rejeter — ont été débattus à l'Assemblée nationale sans que la discussion soit suivie d'un vote; cela n'a pas empêché les LR, le RN et la Nupes de s'en donner à cœur joie, dénonçant « un requiem pour l'économie française », décrivant « une équation sans les méthodes de calcul ».

Quelques jours plus tôt, la Cour des comptes et le Haut Conseil des finances publiques, présidés par Pierre Moscovici, s'étaient montrés sceptiques. « La trajectoire de finances publiques s'appuie sur une prévision de croissance un peu optimiste, sur des réductions de dépenses à ce stade non documentées et sur une hypothèse de hausse du taux de prélèvements obligatoires », a considéré Pierre Moscovici, dans un entretien au *Figaro*. Il juge en outre la

"C'EST INADMISSIBLE VIS-À-VIS DES CITOYENS, DU PARLEMENT FRANÇAIS, DE LA COMMISSION EUROPÉENNE."

traje-
qu'«
seuls
NDLI
sous.
Pierr
était
Finar
Le
sur le
« Apr
(+ 6,8
à pro
la su
en 20
2024-
2024
la Bar

gauche,
publics.
ieuse”.

ées...

it

entre
main,

plutôt
2 août,
ii-août
ecom-
ns que
écide
reje-
mblée
on soit
pêché
lonner
quiem
rivant
des de

ur des
ances
Mosco-
s. « La
s s'ap-
nce un
ons de
entées
u taux
consi-
entre-
tre la



JACQUES WITTSIPA

trajectoire « *peu ambitieuse* » ajoutant qu’« *en 2025, nous serions parmi les seuls [dans les pays de la zone euro, NDLR] à ne pas avoir un déficit repassé sous les 3 % du PIB.* » On avait connu un Pierre Moscovici moins sévère quand il était ministre de l’Économie et des Finances, de 2012 à 2014. Mais passons...

Les griefs sont nombreux. D’abord, sur les hypothèses retenues par Bercy. « *Après avoir fortement rebondi en 2021 (+ 6,8 %), le PIB français continuerait à progresser en 2022 (+ 2,5 %) [...] Par la suite, la croissance serait de 1,4 % en 2023, puis accélérerait sur la période 2024-2027 passant de 1,6 % à 1,8 % entre 2024 et 2027* », anticipe le Trésor. Or, la Banque de France et le Fonds moné-

taire international sont moins optimistes que Bercy pour 2022 et 2023, en raison de la poursuite des chocs et de la fin des mesures de soutien de l’économie. Or, problème, de la hausse du PIB dépendent les futures rentrées fiscales.

Autre excès d’optimisme, l’inflation: « *elle s’établirait à + 5 %, en lien avec les hausses des prix des matières premières, mais freinée par les mesures du gouvernement* », peut-on lire dans le Pstab, avant une prévision de hausse des prix de 3,2 % l’année prochaine. Là encore, la douche froide est venue de la Banque de France: elle anticipe une hausse des prix plus rapide (+ 5,6 % en 2022 et + 3,4 % en 2023 et même

plus de 7 % dans son scénario le plus défavorable).

« *Après la croissance, c’est le deuxième angle mort du programme de stabilité, estime Agnès Verdier-Molinié. Depuis longtemps, nous mettons en garde sur les dangers d’une sous-évaluation. Dès février, nous avons d’ailleurs publié une note intitulée: “Arrêtons l’hypocrisie sur l’inflation!”* »

Croissance surévaluée et inflation sous-évaluée... Attention à la méthode GIGO (“*garbage in, garbage out*”) où on considère que des données erronées en entrée produisent des résultats, au mieux, faux, au pire, absurdes.

En tout cas, le gouvernement reste campé sur un déficit public inférieur →



COMME BITTLERHEA

à 3 % du PB à la fin du quinquennat. « Je ne vois pas comment cela se conjugue avec une montée en charge de la dette [2901,8 milliards d'euros fin mars et sans doute plus de 3500 milliards en 2027, NDLR], poursuit la directrice de la Fondation iFrap. Selon nos calculs, la France paiera autour de 100 milliards de coût de la dette en 2027, 30 milliards de plus que ce que le gouvernement anticipe. En fait, moins de 3 % de déficit en 2027 suppose un déficit primaire (hors charge de la dette) de 1,9 %, or, aujourd'hui, il est de 3 %. Comment le gouvernement compte-t-il atteindre cet objectif sans économies, d'autant que les réformes ne sont toujours pas lancées et que plus on attend, moins elles ont de chances de produire leurs effets ? »

Pour faire passer le déficit public sous les 3 % du PIB, les économies devraient être comprises entre 60 et 80 milliards d'euros en 2027 ; or, dans le même temps, les dépenses publiques vont progresser en valeur : + 0,6 % par an hors inflation. Pour Bruno Le Maire, c'est « le taux d'augmentation le plus faible depuis vingt ans ». Agnès Verdier-Molinié calcule : « Si le gouvernement tient ses promesses, cela représente 43,6 milliards de hausse des dépenses en cinq ans en euros constants et 70 milliards en euros courants, alors que les dépenses ont augmenté de plus de 200 milliards entre 2017 et 2022. » Problème : pour atteindre cet objectif, les économies ne sont pas renseignées, alors même que certaines dépenses exceptionnelles ne sont pas comprises.

Une chose est en revanche certaine : les prélèvements obligatoires augmenteront. « Avec la non-prise en compte de l'inflation dans les barèmes, leur poids augmente et nous nous dirigeons dès cette année 2022 vers les 44,8 % par rapport au PIB ; nous pourrions passer à nouveau devant le Danemark, le champion européen, ajoute Agnès Verdier-Molinié. En fait, celui qui fait les superprofits en recettes en ce moment, c'est l'Etat. »

Par ailleurs, il est aussi prévu de supprimer des niches fiscales : « En pratique, cela correspond à une hausse d'impôts, considère François Écalle, président de l'association Fipeco. Cela représente 12 milliards, soit un demi-point de PIB, ce qui ne suffit pas à rendre le programme plus crédible. »

Gabriel Attal, du plan de stabilité le sérieux bu

Dernier plein-emploi taux de ch population torale d'Eu centage q emplois su dans le se partiel et concerne certaines ler dans l Or, se première pas à une Macron interven ment un cée par u « On n'e Suggère élevé en : c'était ce c'est dit

Une hist du conte

Une fois tion du France des pa l'Alle que ce que se prome cits se que le du co range confo Br « Le f ancie Finai comr dépu tifs , atte enta vis- pell par

Gabriel Attal, lors de la présentation du plan de stabilité qui traduirait le sérieux budgétaire français...



taine: gmen- mpte ; leur geons 4,8 % rions mark, Agnès ui fait ment,

vu de n pra- ausse l'ecalle, o. Cela demi- rendre

* Dernière promesse, le retour au plein-emploi en 2027, c'est-à-dire à un taux de chômage inférieur à 5 % de la population active, une promesse électorale d'Emmanuel Macron. Un pourcentage qui ne tient pas compte des emplois subventionnés, des embauches dans le secteur public, du chômage partiel et du halo du chômage, qui concernerait 2 millions de personnes, certaines d'entre elles ayant pu basculer dans l'économie grise.

Or, selon le magazine *le Point*, la première version du Pstab n'arrivait pas à une telle conclusion. Emmanuel Macron et Bruno Le Maire seraient intervenus. *Le Point* rapporte notamment une phrase surréaliste prononcée par une personne proche du dossier: « On n'en a strictement rien à foutre. Suggérer que le chômage sera plus élevé en 2027 malgré toutes nos réformes, c'était complètement con! » Ça au moins, c'est dit!

Une histoire qui relève plus du conte que de la réalité

Une fois par an, au moment de la rédaction du programme de stabilité, la France se range tout à coup aux côtés des pays dits "frugaux", à l'instar de l'Allemagne, et cela fait vingt-cinq ans que cela dure. Chaque année, quels que soient les gouvernements, Bercy promet que dans les cinq ans, les déficits seront maîtrisés. Mais l'histoire que le document raconte relève plus du conte que de la réalité: Bercy s'arrange pour que les chiffres viennent conforter ses promesses vertueuses.

Bref, l'histoire est toujours belle. « Le problème, assène Jean Arthuis, ancien ministre de l'Économie et des Finances et longtemps président de la commission des finances du Sénat, puis député européen, c'est que ces objectifs pluriannuels n'ont jamais été atteints. Pas une seule fois. Et cela entache à l'évidence notre crédibilité vis-à-vis de nos partenaires. » Il rappelle la phrase lâchée ironiquement par Jean-Claude Juncker, ancien pré-

PROGRAMME DE STABILITÉ, MODE D'EMPLOI

Initié en 1997, ce document est un outil au service de la discipline budgétaire des pays de la zone euro. Il est rédigé en fonction des règles du traité de Maastricht, comme l'obligation d'avoir un déficit public inférieur à 3 % du PIB et une dette publique d'au plus 60 % du PIB. Compte tenu de la crise sanitaire, ces obligations sont suspendues jusqu'à la fin de 2023. Chaque année au mois d'avril, les pays de la zone euro envoient à la Commission européenne leur programme de stabilité dans lequel ils détaillent la trajectoire de leurs finances publiques sur les cinq années à venir, en fonction d'indicateurs (croissance, recettes, chômage, réformes

programmées...). « Dans les pays d'Europe du Nord, où il n'y a pas de majorité parlementaire, le programme de stabilité traduit le contrat de coalition, c'est ce qui explique pourquoi ils sont mieux respectés qu'en France ou dans les pays du sud de l'Europe », constate François Écalle. La Commission donne son avis dans les trois mois; elle peut émettre des recommandations, demander des correctifs budgétaires. Elle peut enclencher une procédure pour déficit excessif, suivie d'un contrôle des mesures pour redresser les comptes. Elle peut prendre des sanctions, mais l'amende, entre 0,2 et 0,5 % du PIB, n'a jamais été prononcée.

sident de la Commission européenne: « Ah oui, ça, c'est les prévisions françaises. » Traduction en langage non diplomatique: "Les prévisions françaises, on en a l'habitude, personne n'y croit, elles ne sont pas crédibles."

D'ailleurs, le gouvernement y croit-il lui-même? En décembre 2020, le Premier ministre, Jean Castex, confiait à Jean Arthuis la présidence d'une commission sur l'avenir des finances publiques, chargée de proposer de nouvelles règles de gouvernance et des outils de pilotage efficaces pour assainir dans la durée les comptes publics.

"CES OBJECTIFS PLURIANNUELS N'ONT JAMAIS ÉTÉ ATTEINTS. ET CELA ENTACHE À L'ÉVIDENCE NOTRE CRÉDIBILITÉ VIS-À-VIS DE NOS PARTENAIRES."

En mars 2021, il est accueilli par un chef du gouvernement dithyrambique, saluant la qualité du texte. Le rapport proposait qu'au lendemain des législatives, les députés se réunissent pour bâtir une programmation pluriannuelle sur les perspectives budgétaires et ainsi témoigner de la volonté de mettre de l'ordre dans les comptes publics. Il appelait aussi de ses vœux la rédaction d'un document clair sur le budget, lisible pour les Français, qui agrège les comptes publics et ceux de la Sécurité sociale. « Parce qu'actuellement, tout est fait pour que surtout on n'y voie pas clair », accuse l'ancien ministre de l'Économie.

« À part quelques petites modifications à la marge, rien de ce qui était proposé d'important n'a été retenu », remarque-t-il, laconique. Ce fut aussi le sort réservé aux rapports Gallois, Attali et bien d'autres encore, tandis que la France se complait dans le camp des cigales, se dirigeant sûrement vers la barre symbolique, affolante, des 3000 milliards pour la dette publique, qui devrait bientôt être franchie. ●